



**CHARLEROI
URBANISME**



DATE
26/04/2021,

PAGE
1

N/REF :
CRN/2021/1633

OBJET :
Renseignements urbanistiques

Mesdames, Messieurs,

En réponse à votre demande d'informations réceptionnée en date du 09/04/2021 relative à un bien sis à 6000 Charleroi, Grand'rue 259 et 259+, sur une parcelle cadastrée 2^{ème} division section A parcelle 858 S, 2^{ème} division section A parcelle 858 T et appartenant à (aux) propriétaire(s) suivant(s) :

..... ; nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations visées aux articles D.IV.1, § 3, 1°, D.IV.97 et D.IV.99 du Code wallon du Développement Territorial (CoDT).

1. Le bien est situé en zone d'Habitat au Plan de Secteur de Charleroi adopté par arrêté royal du 10 septembre 1979, et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

2. Le bien est situé dans un schéma de structure communal;

3. Le bien est soumis, en tout ou en partie, pour des raisons de localisation, à l'application d'un guide régional d'urbanisme;

4. Le bien est situé en au regard d'un schéma de développement pluricommunal, d'un schéma de développement communal, d'un schéma d'orientation local, d'un projet de schéma de développement pluricommunal, d'un projet de schéma de développement communal, d'un projet de schéma d'orientation local, d'un guide communal d'urbanisme, d'un projet de guide communal d'urbanisme ou d'un permis d'urbanisation ;

Pour information, il vous est loisible de consulter les éventuelles prescriptions urbanistiques en vigueur via le lien suivant : http://lampspw.wallonie.be/dqo4/site_thema/index.php.

5. Le bien a fait l'objet du (des) certificat(e) d'urbanisme n°1 suivant(e) datant de moins de deux ans ;

6. Le bien a fait l'objet du (des) certificat(e) d'urbanisme n°2 suivant(e) datant de moins de deux ans ;

7. D'après notre base de données, le bien a fait l'objet du (des) permis de bâtir ou d'urbanisme suivant(s) :
- un permis d'urbanisme délivré le 13/11/2012, et qui a pour objet "transformation d'un appartement duplex en deux appartements et un studio. Conditions : Le studio avant du premier étage sera loué en tant que Kot d'étudiant sans possibilité de s'y domicilier.

CONTACT
Thomas Georges Agent administratif
Au service de l'Urbanisme

Place Jules Destrée 1
6080 GILLY
T. 071/863977 – 071/863958
F. 071 86 39 63 (fax service
urbanisme)



La véranda sera maintenue à la condition que sa paroi latérale soit démontée et remplacée par une maçonnerie pleine avec brique de parement de ton rouge similaire à l'existante. Cette maçonnerie présentera une valeur U_{max} de $0,32W/m^2.K$ afin de rencontrer la norme d'isolation thermique actuellement en vigueur.

La terrasse prévue pour le logement arrière aura une profondeur maximale de 3,50m et un écran brise vue sera réalisé aux extrémités latérales au moyen d'une maçonnerie avec parement (finition) similaire à celui des parois le jouxtant. Il présentera une hauteur de 2m à compter du sol fini de la terrasse.

Un local adéquat et organisé pour entreposer les sacs poubelles ainsi que les matières (cartons, verres, PMC) destinés aux collectes sélectives organisées sur le territoire communal sera aménagé au sous-sol de l'immeuble et mis à la disposition des résidents.

Le demandeur se mettra en rapport avec le Service régional d'incendie sis à 6040 Jumet, Zoning, 1ière rue (tel.: 071/86.82.50) afin de prendre connaissance et mettre en application les mesures légales en vue de la prévention incendie des immeubles de logements multiples.", et dont les références sont : PURB/2011/0885(Délivré)(parcelle 02 A 858 N,Grand'rue - Charleroi) - Demandeur à l'époque :

- un permis d'urbanisme délivré le 08/10/1985, et qui a pour objet "transformer l'immeuble et construire un étage en toiture", et dont les références sont : HIST-PURB/1985/0066(Délivré)(parcelle 02 A 858 N,Grand'rue - Charleroi) - Demandeur à l'époque .

Le bien n'a fait l'objet d'aucun permis de lotir ou d'urbanisation ;

Le bien n'a fait l'objet d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans ;

Le bien n'a fait l'objet d'aucun permis d'environnement ;

Le bien a fait l'objet d'autre(s) permis suivant(s) :

- une déclaration des établissements de classe 3 délivrée le 25/04/2013, et qui a pour objet "Mise en activité d'un établissement nouveau. Exploitation d'un centre de bien-être et de détente comportant:
- un hamman "douche double",
- une cabine "douche double",
- une chaudière gaz naturel d'une puissance calorifique nominale utile de 48 kW.", et dont les références sont : DE/2013/0056(Déc. recevable avec cond. compl.)(parcelle 02 A 858 S,Grand'rue - Charleroi) - Demandeur à l'époque :

8. Le bien est situé sur le territoire communal où les règlements régionaux d'urbanisme suivants sont applicables :

- Isolation thermique et ventilation des bâtiments ;
- Règlement général sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou partie de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite ;
- Règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et dispositifs de publicité ;

9. Le bien est situé sur le territoire communal où le règlement communal d'urbanisme partiel relatif au placement extérieur d'antennes hertziennes paraboliques ou réceptrices de radiodiffusion et de télévision, approuvé par le Conseil communal du 22/06/2000 est applicable ;

10. Le bien est situé sur le territoire communal ou la partie de territoire communal visé(e) par un projet de révision de règlement communal d'urbanisme ;

11. le bien est situé dans le périmètre d'un site Natura 2000, au sens de l'article D.IV.57 du CoDT, visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

12. Le bien est situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau ;

13. Le bien est situé dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté du , le pouvoir expropriant est ;

14. Le bien est situé dans un périmètre d'application de droit de préemption arrêté par , le(s) bénéficiaire(s) du droit de préemption est (sont) ;

15. Le bien est situé dans un périmètre d'un site à réaménager au sens de l'article D.V.1 du CoDT ;

16. Le bien est situé dans un périmètre de revitalisation urbaine au sens de l'article D.V.13 du CoDT ;



17. Le bien est situé dans un périmètre de rénovation urbaine au sens de l'article D.V.14 du CoDT;
18. Le bien est situé dans un des périmètres de remembrement urbain au sens de l'article D.V.9 du CoDT ;
19. Le bien est repris sur la liste de sauvegarde selon les dispositions du Code wallon du Patrimoine ;
20. Le bien est classé selon les dispositions du même Code;
21. Le bien est visé par une procédure de classement selon les dispositions du même code;
22. Le bien est situé dans une zone de protection selon les dispositions du même Code;
23. Le bien est repris à l'inventaire communal selon les dispositions du même code;
24. Le bien est repris sur la carte archéologique selon les dispositions du même code;
25. Le bien est repris à l'inventaire du patrimoine immobilier exceptionnel selon les dispositions du même code;
26. Le bien relève du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région, selon les dispositions du même code ;
27. Le bien fait l'objet d'une mesure de lutte contre l'insalubrité;
28. Le bien a fait l'objet d'un permis de location;
29. Le bien est situé dans un périmètre de zone d'initiative privilégiée (Z.I.P.) 52011 ZIP 0006-01 du 07/07/1994;
30. En annexe vous trouverez les éléments fournis par le service de la voirie communale concernant les thématiques suivantes : existence d'un plan d'alignement, si le bien bénéficie ou non d'un équipement d'épuration des eaux usées, d'un accès à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante compte tenu de la situation des lieux. Dans l'hypothèse où le bien pourrait être grevé d'emprise en sous-sol ou de servitude de ce type, il y a lieu de s'adresser aux sociétés gestionnaires (Distrigaz, Cie électricité, Cie eaux...) ;
31. Aucune infraction n'a été constatée par procès-verbal ;
32. Le bien est repris en zone du Plan de Développement à Long Terme (PDLT) de l'Airport de Charleroi-Bruxelles-Sud et donc soumis aux normes du guide régional d'urbanisme relatives à la qualité acoustique de construction dans les zones B, C et D du PDLT du BSCA.
33. Le bien est exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeure tel que l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, les affaissements miniers, le risque sismique, ... ;
34. Le bien se rapporte à une réserve naturelle domaniale, à une réserve naturelle agréée, à une cavité souterraine d'intérêt scientifique, à une zone humide d'intérêt biologique ou à une réserve forestière visée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
35. Le bien est soumis à un risque d'inondation car il est situé dans une au sens de l'article D.53 du Code de l'eau;
36. Le bien est exposé à une contrainte géotechnique majeure tel que le karst;
37. Le bien est repris dans le plan relatif à l'habitat permanent ;
38. Le bien est repris dans la banque des données de l'état des sols en zone bleu lavande (informations de nature strictement indicative ne menant à aucune obligation (Art. 12 §4 du décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols du 1 mars 2018)).
39. Le bien est repris dans la banque des données de l'état des sols en zone pêche (des démarches de gestion des sols ont été réalisées ou sont à prévoir (Art. 12 §2 et 3 du décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols du 1 mars 2018)).



40. Le bien n'est repris dans la banque des données de l'état des sols ni en zone bleu lavande (informations de nature strictement indicative ne menant à aucune obligation (Art. 12 §4 du décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols du 1 mars 2018)) ni en zone pêche (des démarches de gestion des sols ont été réalisées ou sont à prévoir (Art. 12 §2 et 3 du décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols du 1 mars 2018)).

41. Il n'a pas été possible d'établir la zone dans laquelle le bien est repris dans la banque de données d'état des sols; que le site internet contenant cette information rencontrait des dysfonctionnements lors de l'élaboration de ce document;

42. Le bien est exposé à un risque d'accident majeur au sens de l'article D.IV.67, 2° du CoDT;

43. Le bien est situé à proximité d'un site Seveso;

44. Le bien est exposé, ou s'il est situé dans une réserve naturelle domaniale ou agréée, une réserve forestière, au sens de l'article D.IV.57 du CoDT;

45. Le bien a fait l'objet d'un certificat de patrimoine délivré le;

46. Le bien est repris dans un site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens de l'article D.V.7 du CoDT.

Observation :

Pour rappel :

1° il n'existe aucune possibilité d'effectuer sur le bien aucun des travaux et actes visés à l'article D.IV.4 du CoDT, à défaut d'avoir obtenu un permis d'urbanisme;

2° il existe des règles relatives à la péremption des permis;

3° l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir le permis requis;

4° les informations visées à l'article D.IV.97, 1° à 6° et 9° à 10° du CoDT sont accessibles à tous sur le géoportail de la Wallonie et, pour les informations relevant de leurs compétences respectives, sur le site Internet d'une des Directions générales opérationnelles du SPW. Les informations visées à l'article D.IV.97, 8° du CoDT sont accessibles conformément aux articles 17 et 17 bis du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols;

Les informations et prescriptions contenues dans le présent certificat d'urbanisme ne restent valables que pour autant que la situation de droit ou de fait du bien ne soit pas modifiée.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le Directeur général,
Par délégation

Frédéric FRAITURE,
Inspecteur général



Pour le Bourgmestre,
Par délégation, en vertu de
l'art. L.1132-4 du C.D.L.D.

Laurence LECLERCQ,
9^{ème} Echevin